Edith L. Blumhofer, *Religion, Politics and the American Experience*

Tulcaloosa, (Al.), The University of Alabama Press, 2002, 147 p.

Isabelle Richet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/2220>

DOI : 10.4000/assr.2220

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2005

Pagination : 113-202

ISBN : 2-7132-2044-0

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Isabelle Richet, « Edith L. Blumhofer, *Religion, Politics and the American Experience* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 130 | avril - juin 2005, document 130.2, mis en ligne le 17 novembre 2005, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/2220> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.2220>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

Edith L. Blumhofer, *Religion, Politics and the American Experience*

Tulcaloosa, (Al.), The University of Alabama Press, 2002, 147 p.

Isabelle Richet

- ¹ Le rôle public de la religion aux États-Unis est à la fois objet d'étude et objet de débat et les nombreux ouvrages qui y sont consacrés ne distinguent pas toujours ces deux dimensions, mêlant analyses et prises de position normatives, d'autant plus aisément que les auteurs sont souvent à la fois des chercheurs et des acteurs du débat qu'ils étudient. On en a un bon exemple avec ce petit ouvrage issu d'un projet d'étude de la Divinity School de l'université de Chicago sur la « religion publique ». Les textes rassemblés abordent huit thèmes : religion et démocratie, l'influence du contexte sur l'engagement politique de la religion, l'évolution historique du principe de séparation, les responsables politiques et la religion publique, les rapports entre religion et médias, les congrégations comme creuset de la vie civique, les évangéliques et la politique dans le passé et le présent, la contribution de la « théologie publique » au débat civique. Comme c'est souvent le cas dans ce type d'ouvrage, les contributions sont inégales et l'ensemble manque de cohérence, mais certaines études apportent des éclairages intéressants sur l'articulation entre recherche et débat. Laura Olson, faisant le point sur une vingtaine d'années de recherche, tente d'expliquer le décalage entre la grande sophistication atteinte par les méthodes quantitatives et les enquêtes descriptives et le petit nombre des modèles interprétatifs permettant de comprendre le pourquoi et le comment de l'interaction entre religion et politique. Selon elle, trois éléments expliquent ce décalage : les chercheurs ont une approche ecclésiastique de la religion, ils concentrent leurs travaux sur les élites et embrassent leurs conceptions absolutistes des « valeurs » religieuses qui mènent au modèle simpliste des « guerres culturelles ». Or une telle approche ne permet pas de rendre compte des différences politiques au sein même des traditions religieuses, et souligne la nécessité de porter attention à l'importance des contextes qui mènent certains groupes religieux à s'engager dans l'arène politique et qui déterminent les positions qu'ils y défendent. Le texte de Mark Noll, fait en partie écho à ces remarques en discutant les limites du terme « évangélique », défini à partir d'un certain nombre de croyances, pour faire sens de

l'engagement politique de certains courants religieux au cours des récentes décennies, tant il est vrai que ceux qui adhèrent aux « croyances » évangéliques se retrouvent souvent dans des camps opposés sur un grand nombre de questions (l'exemple le plus frappant étant bien sûr celui des évangéliques blancs et des évangéliques noirs). Lui aussi attire l'attention sur le contexte en soulignant que, au-delà des croyances, c'est l'insertion au sein de groupes religieux conservateurs et la perception par ceux-ci d'une remise en cause de leur mode de vie traditionnel par le gouvernement fédéral qui ont motivé l'engagement politique des évangéliques blancs du Sud. Après cette incursion dans le présent, l'historien de Wheaton cherche à éclairer la position actuelle des évangéliques en la reliant à leur lecture de l'histoire des relations entre religion et politique aux États-Unis, qui nourrit leur conviction que ces derniers, fondés comme une nation chrétienne, ont été récemment détournés de cette tradition par des élites laïques. Il rappelle que les principes des textes fondateurs ne s'inspirent en rien de la religion qui leur est chère et que la Constitution est en fait ce qui se rapproche le plus d'un texte laïque. Par contre, il leur donne raison lorsqu'ils expliquent que les pères fondateurs pensaient que les Églises pouvaient contribuer à façonner les valeurs morales nécessaires au bon fonctionnement du système républicain. Mais elles devaient le faire par leur action propre, indépendamment du gouvernement. Dans ce sens, conclut-il, les campagnes actuelles des chrétiens conservateurs visant à légiférer leur moralité sont en rupture avec la vision des pères fondateurs. Et d'avertir ses coreligionnaires, comme il l'a déjà fait dans d'autres ouvrages, du danger de l'identification des croyances religieuses à des positions politiques particulières, en rappelant comment cette tendance a contribué à la division du pays lors de la guerre civile et au déclin de l'hégémonie culturelle du protestantisme évangélique lui-même. Edward L. Queen s'intéresse, pour sa part, à la façon dont les institutions religieuses locales (congrégations, associations bénévoles) contribuent à la formation des valeurs civiques et fonctionnent comme des « écoles de citoyenneté ». C'est là un thème important à l'heure où tous les observateurs s'alarment du fort déclin du « capital social » et de la participation citoyenne des Américains. Comment réconcilier ce constat plutôt pessimiste et l'analyse de l'auteur qui valorise fortement le rôle des congrégations en affirmant, peut-être avec quelque exagération, que ce sont les lieux « où la plus grande partie de la vie politique des Américains se déroule » (p. 95) ? Il fournit des éléments de réponse en montrant comment, en devenant des « enclaves de mode de vie » – pour reprendre l'expression de Robert Bellah – de plus en plus homogènes, les congrégations ne peuvent plus jouer leur rôle civique en formant leurs membres au débat démocratique car celui-ci implique la confrontation d'idées avec des gens qui pensent et agissent différemment. Or l'évolution actuelle ne le rend guère optimiste, alors que les congrégations elles-mêmes se fragmentent en petits groupes d'individus aux préoccupations et problèmes identiques qui trouvent là le plus souvent un refuge et non le souhait de s'engager dans la société environnante. Si ces tendances s'accroissent, au lieu de contribuer à la revitalisation du débat civique et de l'action citoyenne, les congrégations pourraient bien contribuer elles aussi à leur dégradation ultérieure. E. L. Queen souligne donc lui aussi l'importance des contextes concrets où se tissent les relations entre religion et politique et c'est là une approche bien plus fructueuse que la répétition de quelques généralisations abstraites que l'on peut trouver dans d'autres études.